

Découvrez votre Centre
d'Examens Européen en
visitant le site

www.sciences-campus.org



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°254 du vendredi 30 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 12.
- **Activités du gouvernement.** p. 5.

Plan International sensibilise en matière de la prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Page 3

Région Centre-Est



Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Le Conseil des Ministres et le CCG ont instruit et le Secrétariat général du CAMES a brisé la glace, pour aller de l'avant, à la recherche de la performance et de l'efficience...



Il est temps que l'Afrique apprenne à prendre son destin en main et à agir en gérant les événements, en intégrant davantage la notion d'urgence. En effet, il faut savoir agir opportunément. Quand il n'est pas l'heure, même si l'idée est bonne il ne faut pas la mettre en action. La condamnation de Galilée, pour ne pas dire son exécution est là pour le rappeler et nous instruire. Pour mémoire il subira la mort tout en clamant « E pur si muove » (et pourtant elle tourne...).

Les tenants du pouvoir temporel de l'époque ont pris le dessus sur lui au point de lui couper le souffle de vie, mais actuellement il est admis que la terre tourne autour du soleil, et Galilée vit à travers son combat gagné à titre posthume.

Tout en ayant une pensée pieuse et de reconnaissance à l'endroit de ce militant du savoir des siècles passés, nous voulons inviter les générations

actuelles à faire preuve de courage, lorsqu'il s'agit de défendre la vérité et à s'inspirer de l'expérience de Galilée qui inspire également la cultiver de la prudence. En effet, même quand on a raison, il faut considérer les forces en présence, pour s'assurer de la réussite de l'initiative.

Pour nous illustrer, on peut affirmer par exemple que "semmer une graine en saison sèche ne peut porter les fruits attendus. En saison de pluie, en revanche, les résultats sont multipliés au-delà des attentes". Il en est ainsi des instructions données par le Conseil des Ministres du CAMES et des postures adoptées, par le Comité consultatif Général (CCG).

Le Conseil des Ministres a demandé, en sa session de mai 2015 que le Secrétariat général fasse en sorte que tous les jurys du Concours d'agrégation se dotent d'une grille d'évaluation connus de tous les candidats. Désormais tous les présidents des sections des jurys d'agrégation du Concours d'agrégation en Sciences juridiques, politiques économiques et de gestion sont à l'œuvre pour respecter cette instruction, qui concourent à la transparence, à l'auto-évaluation des candidats et fait reculer la subjectivité.

Au-delà, dans le cadre des CTS, les jurys qui ne sont pas encore dotés d'une grille objective, connus de tous, sur l'évaluation des enseignants chercheurs et des chercheurs, ont été invités, à s'acquitter de cette exigence,

qui participe au renforcement de la démarche qualité. Au regard de l'issue de la rencontre des présidents des jurys des CTS, tenue à Ouagadougou du 31 octobre au 02 novembre 2016, l'adhésion et les perspectives sont bonnes. Tout est mis en œuvre, pour y arriver rapidement. Il en va de la crédibilité du CAMES et des progrès qu'il doit réaliser dans le cadre de l'assurance qualité.

Examinant dans le cadre de la 38ème session des CCI, la question de la Confidentialité des 2èmes parties pédagogique et de recherche, les membres du CCG ont décidé de lever cette dimension.

Les raisons invoquées sont les suivantes :

la pratique de la démarche qualité exige que l'évaluation externe soit communiquée aux personnes concernées, afin que ces derniers s'en approprient pour s'améliorer ;

une telle approche participe à accompagner pour ne pas dire à encadrer les nouveaux candidats, souvent en recherche de repère et pour lesquels on se plaint, à tort ou à raison, de la perte de certaines valeurs.

Pr Bertrand MBATCHI

Secrétaire Général du CAMES



Plan International sensibilise en matière de la prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Région Centre-Est



8 seaux, 25 boules de savon, 15 pagnes, 02 pneus de vélo, 05 moustiquaires imprégnées d'insecticide. Voilà les prix décernés aux femmes et aux hommes modèles du village de Tampella par l'ONG PLAN International Burkina ce jeudi 22 décembre 2016.

Sensibiliser les hommes afin qu'ils adhèrent au Plan de la Transmission Mère Enfant (PTME), à la Planification Familiale (PF), au test de dépistage du VIH et à l'accompagnement des femmes pour les soins dans les formations sanitaires. C'est l'objectif de cette foire de santé dénommée «LAAFI RAAGA» à Tampella ce jeudi 22 décembre 2016 organisé par PLAN International BURKINA bureau de Koupéla.

«Prévenir la transmission Mère-Enfant du VIH, les hommes s'engagent.» C'est sous ce thème que

l'organisation PLAN International BURKINA bureau de Koupéla en collaboration avec le Centre de Santé et de Promotion Social (CSPS) de la commune de Andemtenga a organisé une foire de santé dénommée «LAAFI RAAGA» dans le village Tampella ce jeudi 22 décembre 2016. Ce marché dit de santé organisé au profit de la mère et de l'enfant a été placé sous le patronage de Adama Kabore, représentant le préfet du département de ladite commune. La cérémonie de lancement a vu la présence des autorités coutumières, religieuses, administratives, militaires et paramilitaires de cette commune. Une course cycliste féminine, des

danses traditionnelles et modernes, des pièces de théâtres ont été entre autres des manifestations qui ont animé cette cérémonie.

Les messages de sensibilisations ont été donnés à travers les troupes théâtrales et des échanges directs avec les agents de la santé. Pour cela, la population de cette localité en générale et en particulier les hommes ont réaffirmé leur engagement pour la santé au profit de la mère et de l'enfant. En guise de récompense aux hommes et aux femmes qui ont donné de bons exemples sur le Plan de la Transmission Mère Enfant (PTME), sur la Planification Familiale (PF) et la Consultation Post Natal (CPN),

La suite à la page 4.

La suite de la page 3.

les organisateurs ont remis à chacun des boules de savons, des sceaux, des moustiquaires et des pneus de vélo. Les dix premières cyclistes ont reçu aussi des prix allant de 1 000 F CFA à 7 500 F CFA et des moustiquaires.

Pour pallier l'insuffisance du matériel qui se trouve au CSPS de Andemtenga, le parrain de ladite cérémonie Seydou Kabore, administrateur des services financiers a offert 10 matelas au CSPS.

Pour Awa Kafando née Sawadogo, responsable du PLAN International Burkina au Kourittenga, l'objectif de cette activité est de mobiliser la communauté autour d'un thème qui est l'implication des hommes pour la santé de la mère et de l'enfant. Elle a salué la mobilisation de la population de cette localité « je salue la forte mobilisation de la population qui nous laisse croire qu'ils sont prêts à mettre en œuvre le message qu'ils ont saisi.», a-t-elle affirmé.

Quant au parrain de la cérémonie Seydou Kabore, administrateur des services financiers, il dit être frère de l'ONG PLAN International Kourittenga pour ce geste noble : «je salue l'initiative du PLAN International Kourittenga et j'appelle la population à faire bon usage avec les matériels qu'elle a bénéficié.» Le patron de la cérémonie Adama Kabore, représentant le préfet du département de ladite commune a enfin lancé un appel à l'endroit de la population à mettre en œuvre le message saisi pour ensemble préserver l'avenir pour les fils et filles de Andemtenga.

Amédée W. SILGA pour SCI
silgaamedec@yahoo.fr



Pour Awa Kafando née Sawadogo, responsable du PLAN International Burkina au Kourittenga, l'objectif de cette activité est de mobiliser la communauté autour d'un thème qui est l'implication des hommes pour la santé de la mère et de l'enfant.



La cérémonie de lancement a vu la présence des autorités coutumières, religieuses, administratives, militaires et para militaires de cette commune.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Burkina Faso-Etats-Unis d'Amérique : Le nouvel ambassadeur américain entend renforcer les liens de coopération

Région du Centre



Le Premier Ministre et son hôte.

Le Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA, a reçu en audience le tout nouvel ambassadeur des Etats-Unis en poste au Burkina Faso Andrew R. YOUNG. Les deux personnalités ont passé en revue différentes questions communes entre les deux pays. Le diplomate américain envisage également le renforcement de la coopération entre les deux Etats.

Les échanges entre le Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA et le diplomate

américain, Andrew R. YOUNG, en ont tourné essentiellement autour des questions communes à leurs deux pays. L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique entend consolider les liens de coopération. « *Le partenariat entre le peuple burkinabè et américain est profond et à long terme et ça va continuer* », a déclaré Andrew YOUNG. Il met un point d'honneur à la poursuite des actions pour la mise en œuvre du PNDES et le second compact auquel est éligible le Burkina

Faso dans le Cadre du Millénium Challenge Corporation (MCC) et bien d'autres défis pour l'année 2017. Il annonce des séances de travail pour préparer l'arrivée prochaine d'une mission du MCC et renforcer la coopération dans d'autres domaines à savoir la santé, l'éducation, etc..

Aussi, l'ambassadeur YOUNG, après avoir condamné l'attaque terroriste perpétrée contre un détachement militaire par des individus non identifiés, le 16 décembre 2016 à

La suite à la page 6.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT



La Suite de la page 5.

Nassoumbou dans la province du Soum, a-t-il exprimé sa solidarité au peuple burkinabè. Il a par ailleurs réaffirmé la volonté de son pays de s'investir aux côtés du Burkina Faso pour venir à bout du terrorisme. « *Je puis venu vous dire que les Etats-Unis d'Amérique sont avec vous ! Nous sommes ensemble dans cette lutte et on va continuer à travailler pour la bonne gouvernance, pour la sécurité, pour le développement* », a rassuré l'ambassadeur YOUNG.

Le diplomate « Pays de l'Oncle Sam » apprécie positivement les actions des soldats burkinabè déployé sur les différents théâtres de maintien de l'ordre à l'étranger et marque la volonté de son pays à poursuivre son accompagnement aux forces de défense



L'ambassadeur américain face à la presse.

et de sécurité du Burkina Faso pour *fixer la collaboration ensemble* », foi de Andrew YOUNG. *relever les défis sécuritaires. « Cette contribution va continuer et on va*

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Les candidats admis au concours direct de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves assistants de Police dont soixante-quinze de sexe féminin, session 2016 ainsi que ceux admis au concours direct de recrutement des agents de Police Municipale pour le compte des communes de Ziniaré, Boromo et Ouahigouya sont informés que la rentrée à l'Ecole Nationale de Police est prévue pour le mercredi 4 janvier 2017 à 06 heures 00.

Ils sont par ailleurs informés qu'ils devront se présenter à l'Ecole Nationale de Police munis du nécessaire suivant:

- Une photocopie de l'acte de naissance ;
- Une photocopie du diplôme ayant servi au dépôt

du dossier ;

- Une photocopie de la CNIB;
- Une tenue de sport;
- Un minimum de matériel d'hygiène individuel.

Pour le Ministre d'Etat et P/D

Le Secrétaire général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National



MENA:

Le plan d'action 2017 adopté

Région du Centre



L'assistance.

Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation pour une question d'anticipation a organisé un CASEM extraordinaire pour adopter son plan d'action 2017 le vendredi 23 Décembre 2016.

Le plan d'action 2017, estimé à plus de 300 milliards de FCFA a tenu compte dans son élaboration du programme présidentiel, du PNDES, de la nouvelle configuration du ministère et du budget programme. Il s'inscrit dans le prolongement du plan d'action précédent pour

davantage en consolider les acquis. Il a été vivement salué par la représentante du chef de file des PTF Mme Dominique CRIVELLI qui, estime selon elle que sa mise en œuvre effective viendra renforcer la déconcentration et la décentralisation des opérations tout en améliorant l'accès et la qualité à travers la réalisations des infrastructures éducatives dont 55 milliards sont dédiés et la formation des ressources humaines du ministère.

Les PTF ont par ailleurs félicité le MENA d'avoir pu adopter son plan d'action 2017 avant la fin de 2016

contrairement aux deux années précédentes. Selon le ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, cette anticipation montre en même temps que désormais les activités doivent être mieux planifiés et que désormais le MENA sera plus regardant sur les résultats atteints conformément à l'esprit du budget programme. Il n'est donc plus question d'évaluer les responsables sur seulement les activités réalisées mais surtout sur les résultats atteints.

DCPM/MENA

Ministère des Affaires étrangères :

La mise en œuvre du budget programme de 2017 au cœur d'un CASEM à Koudougou

Région du Centre-Ouest



Le présidium.

Le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur tient son premier CASEM de l'année 2017, les 23 et 24 décembre 2016, à Koudougou, dans la cité du Cavalier rouge pour adopter son budget programme de l'année 2017. C'est le Ministre des Affaires étrangères himself, Monsieur Alpha Barry qui a présidé la cérémonie d'ouverture dudit CASEM, dans la salle de conférence « Woumtaaba » de Dima Hôtel, ce vendredi matin aux environs de 9 heures.

D'entrée de jeu, le chef de la diplomatie burkinabè s'est réjoui de la tenue de ce CASEM « au regard de sa place dans le paysage institutionnel de l'administration publique, relativement à la gestion et à l'évaluation au sein des départements

ministériels » étant entendu que « le CASEM constitue le cadre approprié d'échanges, d'évaluation et de projection de l'action diplomatique à l'aune des orientations du Président du Faso à qui revient le pouvoir de fixer les déterminants de la politique étrangère du pays » a-t-il dit.

Ces 48 heures d'échanges à Koudougou, permettront au Ministère des Affaires étrangères d'inscrire ses objectifs sectoriels dans les principaux référentiels nationaux et internationaux notamment le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) et les Objectifs du Développement Durable (ODD). Ces objectifs sectoriels doivent être en phase avec le budget programme fondé sur le principe de la gestion axée sur les résultats. Et pour le Ministre Alpha Barry « l'institutionnalisation du budget

programme, en tant qu'instrument de gestion des ressources essentielles à la mise en œuvre des missions de l'Etat, permettra au Ministère d'atteindre ses objectifs stratégiques ».

Avant de déclarer officiellement l'ouverture des travaux, Alpha Barry a émis le souhait que ce CASEM soit considéré comme l'amorce d'un processus devant aboutir à des décisions opérationnelles pour la consolidation de l'administration diplomatique et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents, car « c'est à ce seul prix que notre diplomatie pourra contribuer activement au rayonnement international du Burkina Faso » a-t-il conclu.

Ministère des Affaires étrangères



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Opération conjointe de sécurisation des frontières entre le Burkina Faso et le Togo : Les deux ministres dressent le bilan

Région du Centre-Est

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré et son collègue en charge de la Sécurité et de la Protection Civile du Togo, le colonel Damehane Yark se sont rencontrés le 21 décembre 2016 à Cinkansé, dans la région du Centre-Est. Cette rencontre avait pour objectif de faire le bilan de l'opération conjointe de sécurisation des personnes et des biens au niveau des frontières entre le Burkina Faso et le Togo.



Le ministre Simon Compaoré avec son homologue togolais.

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Burkina Faso et du Togo ont tour à tour expliqué aux deux ministres, les stratégies utilisées pour la réussite de cette opération conjointe, et ont fait le point des saisies. Ainsi, côté Burkinabè, « plus de 49 personnes ont été interpellées, 148 engins saisis, 9 fusils calibres 12 récupérés... ». Le bilan côté Togolais fait état de « 62 individus interpellés, 75 motos saisis, 41 coupe-coupe récupérés, des lubrifiants frelatés saisis... ».

Prenant la parole, le Ministre d'Etat Simon Compaoré a exprimé sa satisfaction quant à la réelle collaboration existante entre le Burkina Faso et le Togo en matière sécuritaire. Pour lui, cela découle de la volonté politique des deux chefs d'Etat. « Cette opération conjointe est salubre pour nos populations qui vont se sentir sécurisées surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. C'est un partage

d'expérience en matière de stratégies utilisées par les FDS de chaque pays. Les différentes saisies vont constituer un frein à la fraude qui fragilise nos économies. Cette opération conjointe est une façon de rendre pratique la coopération transfrontalière qui est souvent restée au stage théorique », a déclaré Simon Compaoré. La rencontre entre les deux responsables en charge de la sécurité intérieure s'est achevée par une visite sur le terrain visant à encourager les agents déployés.



Exposition des saisies.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Procès sur la tentative d'attaque de la MACA :

«Je souhaite qu'il puisse se dérouler dans le respect du droit de la défense», dixit le Garde des Sceaux

Région du Centre



Le ministre de la justice.

En marge de la cérémonie d'ouverture de la deuxième session 2016 du comité de pilotage du PA-PNJ, ce mercredi 21 décembre 2016, le Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a été interrogé par les journalistes, sur le début des audiences au Tribunal militaire de Ouagadougou. Nous vous proposons la réaction du Garde des Sceaux.

« Nous avons dit que nous travaillons, le ministre de la Défense qui a la tutelle du tribunal militaire et moi-même ministre de la Justice, à ce

qu'au moins on puisse commencer ces procès en 2016 avant la fin de l'année. Je dois signaler que les procédures sont très souvent complexes. C'est donc un effort qui a été fait. Je félicite les acteurs qui sont intervenus pour que ce procès puisse avoir lieu.

Je souhaite qu'il puisse se dérouler dans le respect du droit de la défense, parce que nous sommes résolument tournés vers le respect des droits de l'homme. Nous sommes dans un Etat de droit et le renouveau démocratique doit se ressentir.

Je souhaite courage à tous les acteurs, que ce soit les magistrats, les avocats, les huissiers, les officiers de police judiciaires, pour que ce procès puisse

être un procès qui va démontrer que le Burkina Faso a connu véritablement un changement. Et ce n'est que le début, vous savez que nous avons quatre type de dossiers : le dossier de la tentative d'attaque de la MACA, le dossier du coup d'Etat, le dossier de l'attaque de Yimdi et le dossier du pont Nazinon. Nous aurons à poursuivre le reste à la fin de ce premier procès.

Je réaffirme la volonté du gouvernement à donner les moyens à la Justice pour travailler et je sais que les acteurs judiciaires sont conscients aussi, qu'il faut qu'ils travaillent de sorte à redorer leur blason. Je les félicite pour cela, tout en les invitant à redoubler d'efforts ».



Réformes du système judiciaire au Burkina Faso :

Validation des avant-projets de loi portant sur les chambres criminelles et sur les techniques spéciales d'enquête

Région du Centre



Les participants.

Dans le cadre de la poursuite des réformes du système judiciaire, le Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC) s'est engagé dans un processus de relecture des textes régissant l'organisation et le fonctionnement des juridictions.

C'est ainsi que des avant-projets de loi portant respectivement sur les chambres criminelles et sur les techniques spéciales d'enquête ont été élaborés.

A l'effet d'amender et valider ces avant-projets de loi, avant de les soumettre au COTEVAL puis à l'Assemblée nationale, le MJDHPC tient du 27 au 30 décembre 2016 à Ziniaré, un conseil de cabinet élargi aux experts en procédure pénale et aux représentants des syndicats du ministère.

Mme Bibata NEBIE, directrice de cabinet du Garde des Sceaux, le Secrétaire général du MJDHPC, Paulin BAMBARA et le directeur général de la politique criminelle et du Sceau, Pascal BAMOUNI ont tous souligné des changements positifs attendus par l'adoption de ces textes, dans le fonctionnement des juridictions.

Contexte et justification

La lenteur dans le traitement des dossiers judiciaires est généralement l'un des griefs faits à la Justice. Si les causes de la lenteur de la Justice peuvent être imputables d'une part aux faits des parties et d'autre part aux faits des acteurs judiciaires, force est de reconnaître que dans certaines circonstances, le cadre législatif et réglementaire constitue parfois un

facteur qui réduit la capacité des acteurs de la Justice à traiter avec célérité les affaires qui leur sont soumises.

A titre illustratif, les chambres criminelles des Cours d'appel rencontrent d'énormes difficultés pour la tenue régulière des assises criminelles.

Ainsi, de nombreux dossiers criminels en attente de jugement devant ces chambres peinent à connaître un dénouement. Ces difficultés pour la tenue des assises criminelles tiennent à la complexité de la procédure applicable devant la chambre criminelle.

Fort de ce constat, l'article 34 du Pacte national pour le renouveau de la Justice a recommandé que « la loi portant procédure applicable devant la chambre criminelle doit être relue ».

Dans la perspective de mettre en œuvre cette recommandation afin de favoriser une accélération dans le traitement des dossiers criminels, le MJDHPC a procédé à la relecture de ladite loi.

Par ailleurs avec l'émergence des technologies de l'information et de la communication, les acteurs de la Justice font désormais face à de nouvelles formes d'infractions d'où la nécessité de recourir à des méthodes et techniques particulières pour le traitement judiciaire de ces infractions. C'est pour surmonter ces difficultés, que le département de la justice a également jugé opportun un avant-projet de loi sur les techniques spéciales d'enquête.

 **Avis de recrutement**

POSTE : RCA – Un(e) Coordinateur/trice Sécurité Alimentaire, Nutrition et Moyens d'Existence

Description

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. PUI se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'association mène environ 250 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 3 millions de personnes dans une vingtaine de pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, dans le Caucase et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires:

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président

ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015. En février 2016, Faustin Archane TOUADERA est élu président de la République. Les élections ne sont pas une fin en soi, les différentes fractures sociales, les faibles perspectives économiques et les problèmes d'insécurité nécessitent beaucoup d'efforts pour sortir le pays de la crise.

Fin juin 2016, on compte plus de 400 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés de Bangui, dont celui de M'Poko, l'un des plus importants du pays, géré par PUI. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans. Le moindre prétexte peut entraîner des violences communautaires, dont les populations civiles payent le prix cher. Fin septembre 2015, suite au meurtre d'un musulman, Bangui a connu une période de violence entraînant le déplacement d'environ 40 000 personnes, dans des sites ou dans des familles d'accueil. Les besoins humanitaires de ces populations vulnérables deviennent d'autant plus importants et urgents dans cette période de crise, tout en s'additionnant aux besoins de relèvement.

Notre action sur le terrain :

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au

bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires. Selon OCHA, 2,7 millions de centrafricains ont besoin d'assistance humanitaire en 2015, soit près de 60% de la population totale.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et un appui aux populations déplacées (gestion de site, réponse d'urgence, aide au retour).

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en RCA, nous recherchons un(e) Coordinateur/trice SANME.

Le/la Coordinateur des projets de sécurité alimentaire est le/la garant/e de la stratégie technique de la mission et de la qualité des programmes en cours et à venir, dans les phases de définition, mise en œuvre et évaluation. Il/Elle apporte un soutien aux responsables de programmes (Coordinateurs Terrain et Responsables Techniques) dans une relation fonctionnelle.

Projets : Il/Elle fournit un appui fonctionnel aux responsables techniques dans la mise en œuvre des projets en ce qui concerne les aspects techniques.

Evaluation / Stratégie : Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie opérationnelle et propose de nouvelles interventions en fonction des besoins identifiés dans le pays d'intervention.

Ressources Humaines / Formation : Il/Elle supervise fonctionnellement le personnel technique dans les secteurs

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

concernés par ses projets, apporte son soutien dans le recrutement de profils techniques et supervise les actions de formations techniques à partir des besoins identifiés.

Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la mission et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique et/ou au responsable « sécurité » de la mission.

Représentation / Coordination : Il/Elle assure et coordonne la représentation sectorielle de PUI pour le domaine technique dont il/elle a la maîtrise auprès des partenaires, bailleurs et des différentes autorités, et contribue à la bonne circulation des informations sur la Il/elle entretient et développe de bonnes relations de travail ainsi qu'une bonne visibilité de PUI auprès des autorités civiles et des autres acteurs humanitaires (agences de l'ONU, ONG), Il/elle représente PUI dans les réunions cluster sécurité alimentaire.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field.

Ville Bangui

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Gestion de projet

Formation en Agro et/ou sécurité alimentaire et Moyens d'Existence

Expérience :

Humanitaire

2 ans en tant que responsable de projets en humanitaire

Expérience réussie de gestion d'équipe expatriée et de programmes multisectoriels.

Internationale

A fortiori

Technique

Connaissance de programmes Agro, Routes, Distribution...

Connaissances et aptitudes :

Encadrement d'équipe

Gestion des conflits

Connaissance des procédures Logistiques

Excellente qualité rédactionnelle

Connaissances en gestion de projets

Gestion d'équipe

Informatique :

Pack Office

Qualités Personnelles Requisites:

Capacités d'analyse (discernement, pragmatisme) et de synthèse

Capacité d'adaptation

Organisation, rigueur et respect des échéances

Grande capacité d'écoute et de négociation

Bon relationnel et bonne communication

Calme et sang froid

Résistance au stress en général et en situation d'insécurité en particulier

Langues parlées

Requis : Anglais et Français

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**,
Gestion de projet

Activités Autre

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 5 mois

Date de démarrage : Janvier 2017

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : de 2 200 à 2 530 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break: 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés: 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : « CoordoSANME-RCA ».

Nom de la personne contact

Natalia Montoya, Chargée de Ressources Humaines Expatriées.

Email de la personne contact
recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/01/2017



Avis de recrutement

**POSTE : Lyon – Stage Chargé(e)
de missions desk Afrique de l'Ouest –
Février 2017**

Description

S'engager aux côtés d'Handicap International, c'est agir pour venir en aide aux populations vulnérables que nous soutenons sur le terrain. Pour mener à bien cette mission, nous recherchons de jeunes gens motivés et prêts à mettre leur énergie au service d'une cause qui a du sens.

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE :

Au sein de la Direction du Développement de Handicap International, l'équipe du desk (1 responsable de programme, 3 chargées de projet, 1 assistante desk) est responsable du suivi et de l'appui aux projets développés par Handicap International sur la zone Afrique

de l'Ouest (AO), ainsi que de la coordination avec les différents services du siège.

Le Desk AO connaît une croissance de son activité forte depuis 2012. Vous êtes en appui à l'équipe pour lui permettre de répondre aux nombreux enjeux auxquels l'équipe doit faire face.

Vous êtes placé(e) sous la responsabilité du Responsable de programme Afrique de l'Ouest, et vous travaillez en proche collaboration avec l'assistant(e) desk et l'équipe de Chargés de projet Desk.

Vous avez des liens ponctuels avec les programmes (directeurs de programmes, coordinateurs de projets) et les autres services du siège (Contrôleurs de gestion, RH).

OBJECTIFS DU STAGE :

Votre mission principale est de contribuer au fonctionnement et à la poursuite des chantiers engagés du Desk Afrique de l'Ouest.

Vous êtes en charge de :

1/ le support aux activités régulières du Desk AO:

Organisation des briefings et debriefings pour les expatriés,

Relecture/validation de rapports destinés aux bailleurs,

Préparation des réunions et séminaires,

Participation à la finalisation de propositions de projets,

2/ la réalisation du bulletin d'information destiné à l'ensemble des équipes d'Afrique de l'Ouest;

3/ la production des 5 rapports annuels pour chacun des programmes (missions) d'HI en Afrique de l'Ouest sur la base du rapport élaboré par ailleurs pour l'ensemble des opérations en Afrique de l'Ouest ;

4/ la poursuite du chantier environnement déjà engagé – à savoir la réalisation d'un guide de mise en place d'une démarche co-responsable sur le terrain ;

5/ la poursuite de l'élaboration du catalogue des indicateurs de projets par secteur d'activité ;

En fonction des priorités et actualités du Desk, ces missions pourront être revues et des activités modifiées et/ou rajoutées.

Ville Lyon

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes diplômé(e) d'un master humanitaire et/ou de développement, ou issu(e) d'une formation en IEP, école de management, sciences humaines (Bac+4),

Une expérience préalable en ONG serait un avantage et vous êtes intéressé(e) par la gestion de projets,

Vous manifestez un fort intérêt pour la question du développement social, de la discrimination et du handicap,

Vous êtes autonome, force de proposition et avez de bonnes capacités de communication,

Vous maîtrisez l'outil Excel,

Nous encourageons vivement la diversité ; les candidats en situation de handicap sont bienvenus.

Vous devez disposer d'une convention de stage obligatoire délivrée par un établissement d'enseignement ou de formation.

Pour ce stage, le dispositif de l'alternance n'est pas souhaité.

Langues parlées

Un niveau d'anglais courant (à l'écrit comme à l'oral) est requis.

Fonctions **A s s i s t a n c e ,**

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Secrétariat, Traduction	CONDITIONS DU STAGE :	Documents à envoyer
Activités Autre	Une gratification mensuelle de 554,40€	Joindre CV et Lettre de motivation
Pays Europe, France	Des tickets restaurant d'une valeur faciale de 8 euros	Nom de la personne contact
Contrat Stage		Margaux THOMAS
Durée du contrat	Une participation à votre abonnement mensuel au titre des transports (à hauteur de 50%)	Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1861&idpartenaire=130
Stage de 6 mois		Date de fin de validité 29/01/2017
Salaire / Indemnité		

Avis de recrutement

POSTE : Kenya - Représentant régional pour l'Afrique orientale et australe

Description

Représentant régional pour le Bureau de coordination de l'Afrique orientale et australe décentralisée

Objectif de la position :

Le représentant régional représente COOPI dans la coordination et le soutien de toutes les interventions de COOPI dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe, en veillant à ce que la mission et la vision COOPI est respectée dans de la stratégie et la mise en œuvre des programmes des pays les activités.

Rapport au: Directeur COOPI au Head Quarters - Milano

Lieu d'affectation : Nairobi (bureau principal)

Date de début : ASAP

Durée du contrat : 12 mois renouvelable - disponibilité souhaitable d'au moins 24 mois

Le représentant régional doit démontrer des compétences professionnelles et personnelles directement liées à ses tâches et responsabilités, y compris les qualifications techniques, les compétences de supervision, formation académique pertinente et une expérience démontrée dans les pays africains et dans un environnement d'exploitation difficile / problématique.

Le représentant régional sera chargé de superviser la gestion technique et expertise présente sur le terrain, en liaison avec les institutions gouvernementales, les donateurs et d'autres intervenants clés, remplir les principales responsabilités décrites ci-dessous.

Termes de référence

Planification stratégique

La collaboration avec Head Quarters Bureaux pour définir la stratégie régionale et les plans opérationnels connexes pour les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe;

Surveillance continue / supervision de la mise en œuvre des stratégies et des plans opérationnels dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe.

Relations institutionnelles

Il / elle représente COOPI avec les institutions (locales et internationales) et les bailleurs de fonds dans les pays sous le Bureau de Coordination Afrique orientale et australe, en collaboration avec le chef de mission de chaque pays (le cas échéant);

Il / elle développe et améliorer la relation avec les institutions (locales et internationales), les donateurs et les ONG internationales et locales présentes dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe.

Les bailleurs de fonds d'identification

Il / elle identifie directement, en collaboration avec le chef de mission (si présente) et avec des bureaux Head Quarters, de nouveaux bailleurs de fonds et des partenariats dans la zone géographique de compétence.

Direction financière

Il / elle soutient et supervise, en collaboration avec l'administrateur régional, le chef de mission (le cas échéant) ou les administrateurs locaux des pays sous le Bureau de Coordination Afrique orientale et australe, ainsi que la préparation du budget annuel, l'analyse des coûts, de partager les coûts et les révisions ultérieures;

Il / elle supervise, en collaboration avec l'administrateur régional, les projets »et la gestion financière de la coordination dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe.

PLANIFICATION ET GESTION »PROJETS

En coordination avec Head Quarters Bureaux, il / elle collabore avec le chef de mission (le cas échéant) dans l'élaboration des stratégies et la planification annuelle pour la présentation des projets, et supervise leur mise en œuvre pour les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe.

Il / elle coordonne l'élaboration et la conception de nouvelles

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

propositions, et assure la préparation de la documentation nécessaire pour la présentation de la même, en collaboration avec les bureaux Head Quarters.

Il / elle assure la bonne application des procédures des bailleurs de fonds et des contrats / subventions et la conformité.

Il / elle révise directement, et / ou en collaboration avec les administrateurs régionaux, les rapports des projets (narratifs et financiers), et assure la rapide envoi de la même chose pour les bailleurs de fonds, et la documentation de suivi demandée par le quartier général.

En collaboration avec les bureaux Head Quarters, il / elle évalue les résultats obtenus par les activités de mise en œuvre des projets, et modifie les stratégies et les activités en fonction des besoins.

Gestion des ressources humaines

En coordination avec le Bureau des ressources humaines au niveau Head Quarters, et en collaboration avec le chef de mission (le cas échéant), il / elle recrute du personnel expatrié, examine les conditions de contrat et leur approbation et le suivi.

Il / elle évalue la performance du personnel expatrié et local sous son / sa supervision.

Visibilité et communication

En collaboration avec le bureau Head Quarters pour la communication et la collecte de fonds, il / elle coordonne la visibilité et les activités de communication dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe;

En collaboration avec le chef de mission (le cas échéant), ou directement, il / elle organise et supervise les activités de visibilité et les initiatives de communication dans les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de

l'Afrique australe;

Il / elle est le point focal pour le bureau Head Quarters pour la communication et la collecte de fonds pour les activités de visibilité et de communication mis en œuvre en Italie pour les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe;

En collaboration avec le bureau Head Quarters pour la communication et la collecte de fonds, il / elle évalue l'impact des activités connexes.

le suivi et l'évaluation de projets

En collaboration avec le Bureau Quarters Head, il / elle planifie les outils de suivi et les activités d'évaluation;

Il / elle assure la supervision de la mise en œuvre d'outils de suivi;

En collaboration avec les bureaux Head Quarters, il / elle évalue les résultats des activités de suivi et d'évaluation, et modifie les stratégies / activités en fonction des besoins.

COOPI règles supervision

Il / elle définit / mises à jour COOPI règles internes pour les pays sous-Orient et du Bureau de coordination de l'Afrique australe, et assure / supervise leur mise en œuvre.

Acquisition / procédure d'achat

Il / elle veille à ce que les procédures d'acquisition et d'achat sont à juste titre mis en œuvre, selon le respect par les donateurs et les exigences de COOPI.

EXIGENCES MINIMALES

Diplôme universitaire ou autre formation académique pertinente avec un accent particulier dans les relations internationales, la coopération et le développement, la gestion humanitaire et d'urgence ;

Au moins 10 ans d'expérience en tant que chef de la mission / coordonnateur et gestionnaire des programmes de travail ;

Expérience en gestion des ressources humaines ;

Une expérience préalable dans COOPI sera à l'étranger est un atout ;

Une expérience préalable dans l'Est et du Sud Pays Afrique sera un atout ;

Aptitude proactive en termes de planification et de coordination avec différents organismes, institutions et collectivités locales ;

Excellentes compétences en leadership, visant à gérer et à motiver une équipe multiculturelle ;

Capacité positive à supporter des situations stressantes et complexes ;

Des compétences diplomatiques et de confidentialité ;

Cible orientée et résolution de problèmes d'aptitude ;

Bonne connaissance et l'utilisation de l'anglais et la langue française, écrit et parlé ;

La connaissance de la langue italienne sera un atout ;

Les expériences précédentes dans l'écriture et la gestion du projet ;

Bonnes aptitudes de rédaction de rapports ;

Compétences administratives bonnes ;

Stress Management

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**,
Gestion de projet

Activités **Autre**

Pays **Afrique, Kenya**

Contrat **CDD**

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/regional-representative-for-eastern-and-southern-africa/>

Date de fin de validité 27/12/2016



**25 FEVRIER
04 MARS**



**25 FEBRUARY
04 MARCH**

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24 12 2016 AU 31 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poôda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : isc@iscmail.org

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!**

Aux lecteurs

Chers lecteurs et lectrices, toute l'équipe de Science-Campus Info vous remercie pour votre confiance sans cesse renouvelée. Vous êtes des milliers de personnes à nous lire chaque jour, et cela nous donne de l'entrain à poursuivre notre œuvre.

Science-Campus Info grandit de jour en jour. Aujourd'hui votre magazine compte une cinquantaine de correspondants et de pigistes déployés dans toutes les provinces du Burkina Faso, pour vous informer.

Au crépuscule de l'année 2016 nous vous souhaitons de passer une heureuse fin d'année.

Pour 2017, ce sera une nouvelle aventure que vous allez vivre en compagnie de notre équipe dynamique.

Que l'année 2017 soit une année de succès dans vos entreprises.